

lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

L'ÉTÉ DU FIGARO

LES COCKTAILS
MYTHIQUES

LES TROIS VIES
DU RUSSE
BLANC

PAGE 12

JEUX D'ÉTÉ

PAGE 15

PRÉSIDENTIELLE
AMÉRICAINE

La convention
démocrate
s'ouvre sur
un couac PAGE 6

FRANCOPHONIE

1 000 professeurs
du monde
entier réunis
pour défendre



LES VACANCES
DANS L'ART
À L'OMBRE
DES PETITES
FILLES MODÈLES

PAGE 18



DES ÉCRIVAINS
ET DES PORTS
PIERRE LOTI ET
LES « ISLANDAIS »

PAGE 16

Impôts : les salariés français sont les plus taxés d'Europe

La France est désormais le pays d'Europe où l'on travaille le plus longtemps dans l'année pour payer les impôts, les taxes et les charges.

Les salariés français sont, en 2016, les plus ponctionnés d'Europe, selon l'étude sur le jour de « libération fiscale et sociale » de l'Institut Molinari, réalisée avec EY et que *Le Figaro* dévoile en exclusivité. C'est seulement à partir de ce

vendredi 29 juillet qu'ils commenceront à travailler pour eux et plus seulement pour remplir les caisses de l'État en impôts, taxes et charges. La date de « libération » n'a pas changé par rapport à 2015. En revanche, la France détrône

désormais la Belgique, qui fut longtemps le pays qui taxait le plus le travail en Europe. Les Belges ont mené des réformes qui ont permis de substantiellement réduire cette pression fiscale et sociale. L'Institut Molinari note également que

la France ne bénéficie pas en retour de services publics très performants. Malgré un haut niveau de dépenses collectives, l'Hexagone ne se classe que 22^e de l'indice de développement humain bâti par les Nations unies.

→ GILLES CARREZ :
« DES ANNÉES D'ERREMENTS
EN MATIÈRE DE FINANCES
PUBLIQUES »

→ UN MAUVAIS
QUINQUENNAT
POUR LES MÉNAGES

PAGES 20, 21 ET L'ÉDITORIAL

LE FIGARO économie

lefigaro.fr/economie

AIR FRANCE
35 % DE GRÉVISTES
PARMI LES HÔTESSES
ET STEWARDS **PAGE 22**



BLÉ
LA FRANCE CONNAÎTRA
CETTE ANNÉE LA PIRE
MOISSON DEPUIS 1987 **PAGE 21**

La France championne des prélèvements sur les salariés

L'Institut Molinari a calculé que, jusqu'à ce vendredi, les salariés français auront travaillé pour financer la sphère publique et la protection sociale. La France détrône la Belgique sur le podium de la « libération fiscale » la plus tardive en Europe.

Les résultats de l'étude de l'Institut Molinari, réalisée avec EY, et que *Le Figaro* dévoile en exclusivité, sont particulièrement frappants cette année. Il s'avère que les salariés français sont, en 2016,

les plus ponctionnés d'Europe. Jusqu'alors, ce « privilège » revenait aux Belges. Mais alors que la pression fiscale et sociale sur les salaires a reculé en Belgique, elle n'a pas bougé en France. Pis, les

contribuables français ne bénéficient pas en retour de services publics très performants. L'Hexagone ne se classe que 22^e de l'indice de développement humain bâti par les Nations unies.

→ **GILLES CARREZ: « DES ANNÉES D'ERREMENTS EN MATIÈRE DE FINANCES PUBLIQUES »**
→ **UN MAUVAIS QUINQUENNAT POUR LES MÉNAGES**
PAGES 20 ET 21

Des impôts et des dettes

Voici deux nouvelles du front fiscal. L'une est plutôt appréciable, l'autre est carrément révoltante. Commençons donc par la moins mauvaise. À partir de vendredi, les salariés français seront « libérés » fiscalement et travailleront enfin pour eux, et non plus seulement pour remplir les caisses de l'État, en impôts, taxes et charges, comme ce fut le cas pendant les 210 premiers jours de l'année. Seconde nouvelle, peu glorieuse : nos concitoyens doivent aussi savoir qu'ils sont désormais les derniers en Europe à être « libérés », juste après les Belges, qui ont cédé leur bonnet d'âne, avec un certain soulagement, puisqu'ils ont réussi à alléger la pression fiscale et sociale...

En quatre ans, notre « libération » a été repoussée de trois jours, quand elle a été avancée d'autant en Allemagne. C'est une belle illustration du grand écart franco-allemand... C'est aussi la preuve, s'il en fallait une, que la France est bien la championne toutes catégories du matraquage fiscal. Rappelons qu'en mai déjà Bruxelles l'avait classée numéro un des prélèvements obligatoires, devant le Danemark...

Drôle de pays, on ne le dira jamais assez, qui aditionne les impôts mais également les dettes. On aurait pu en effet espérer que l'avalanche de prélèvements qui frappe les entreprises et les citoyens freine au moins l'endettement public. Or ce n'est pas le cas. Au cours des trois premiers mois de l'année, la dette (2137 milliards d'euros) a encore enflé de 40 milliards ! C'est bien la double peine, pour ces Français aujourd'hui essorés comme personne en Europe pour financer une

Tout est dit, tout est clair. Sauf pour François Hollande

fonction publique coûteuse et peu efficace et leurs enfants qui demain assumeront les conséquences de cet endettement stratosphérique.

Tout est dit, tout est clair. Sauf pour François Hollande. Lors de ce très triste 14 Juillet, le chef de l'État a

osé assurer que les impôts auront diminué entre 2012 et 2017. S'agissait-il d'une erreur de calcul, ou, plus grave, d'un mensonge préélectoral ? Qu'importe, c'est en tout cas inexact et particulièrement maladroit. Gageons que les électeurs de 2017 sauront lui faire savoir en temps voulu qu'ils ne sont pas dupes. ■

20 L'ÉVÈNEMENT

La France est le pays où la «libération fiscale» est la plus tardive

A partir de ce vendredi 29 juillet les Français commenceront à profiter du fruit de leur travail. L'Hexagone est désormais le champion de la fiscalité sur les salaires, avec 57,5% de taxation, selon l'Institut Molinari.

EXCLUSIF

MARIE VESOT

FIGURÉE La France occupe bel et bien son rang de champion des charges et des taxes. N°1 du classement mondial que les Impôts baissent depuis plus de dix ans, le fait est que l'impôt continue à peser de plus en plus sur le citoyen. Selon l'Union nationale de l'Institut Molinari, en 2013, l'impôt total sur le revenu de la France est de 44,8%, contre 44,4% en 2012. C'est le plus haut niveau de taxation au monde. En 2013, la France est le pays où la libération fiscale est la plus tardive, pour cause de taux de prélèvement record sur les rémunérations, à 37,5%. La Belgique, qui a mis en place le plus de mesures de charges sociales, a obtenu une baisse de 0,2 point. Les autres pays ont obtenu une baisse de 0,1 point. En 2013, la France est le pays où la libération fiscale est la plus tardive, pour cause de taux de prélèvement record sur les rémunérations, à 37,5%. La Belgique, qui a mis en place le plus de mesures de charges sociales, a obtenu une baisse de 0,2 point. Les autres pays ont obtenu une baisse de 0,1 point.

personnel et salaires, malgré son rôle de revenu, CSG, CRDS et TVA).

En France, le fait que le taux de prélèvement sur le revenu soit le plus élevé du monde n'est pas un hasard. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.

«Il est vrai que ce système d'impôt est complexe et que la situation fiscale est très complexe. Mais c'est la situation fiscale qui est la plus complexe. C'est la situation fiscale qui est la plus complexe.



«Je suis très sensible au ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de mes concitoyens, artisans, consommateurs ou entrepreneurs»

de niveau de service financé par les pouvoirs publics avec le profit des impôts, de la réflexion du service rendu. L'axe l'Hexagone, les salaires élevés de nombreux services et prestations sociales, notamment des dépenses de santé. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.

«C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.



«Je suis très sensible au ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de mes concitoyens, artisans, consommateurs ou entrepreneurs»

Mode D'EMPLOI

Méthode L'étude compare le processus fiscal et social supporté par un salarié cotisant avec un régime de retraite par capitalisation. Le taux de prélèvement est de 37,5% pour un salarié cotisant et de 37,5% pour un salarié cotisant.



«Je suis très sensible au ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de mes concitoyens, artisans, consommateurs ou entrepreneurs»

«En 2013, le fait que le taux de prélèvement sur le revenu soit le plus élevé du monde n'est pas un hasard. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.

«C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.



«Je suis très sensible au ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de mes concitoyens, artisans, consommateurs ou entrepreneurs»

Mais une fois que les impôts et charges, il ne reste à la fin du salaire net que 21,89 euros, ce qui est le plus bas du monde.

«C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.



«Je suis très sensible au ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de mes concitoyens, artisans, consommateurs ou entrepreneurs»

«En 2013, le fait que le taux de prélèvement sur le revenu soit le plus élevé du monde n'est pas un hasard. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.

«C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.



«Je suis très sensible au ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de mes concitoyens, artisans, consommateurs ou entrepreneurs»

«En 2013, le fait que le taux de prélèvement sur le revenu soit le plus élevé du monde n'est pas un hasard. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.

«C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.



«Je suis très sensible au ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de mes concitoyens, artisans, consommateurs ou entrepreneurs»

«En 2013, le fait que le taux de prélèvement sur le revenu soit le plus élevé du monde n'est pas un hasard. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.

«C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.



«Je suis très sensible au ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de mes concitoyens, artisans, consommateurs ou entrepreneurs»

«En 2013, le fait que le taux de prélèvement sur le revenu soit le plus élevé du monde n'est pas un hasard. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.

«C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux. C'est le résultat de la politique de dépenses publiques et de services sociaux.



«Je suis très sensible au ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de mes concitoyens, artisans, consommateurs ou entrepreneurs»



RETENUE À LA SOURCE

L'Institut Molinari mesure des bénéfices de la retenue à la source pour le revenu 2013. Il s'agit d'un montant qui est collecté par les entreprises - entre 1,3% et 3,5% des bénéfices collectifs, soit une facture de 700 milliards d'euros à 2 milliards par an. Le taux est significativement plus élevé que dans les autres pays. Les entreprises ont le droit de déduire les dépenses de la base imposable et de bénéficier de crédits d'impôt. Les entreprises ont le droit de déduire les dépenses de la base imposable et de bénéficier de crédits d'impôt.

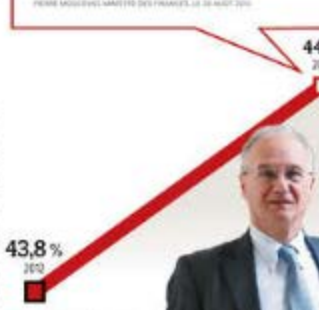


«En fonction des marges dont nous pourrions disposer, il conviendrait de poursuivre cette politique de réforme, de justice et de baisse des prélèvements pour les Français les plus modestes»

Il semble que le haut niveau de dépenses collective française ne soit pas associé à un supplément de bien-être»

Source: Institut Molinari

Cet indicateur de «libération fiscale» - concept développé par l'Institut Molinari - mesure le niveau de libération fiscale en 2013, par rapport à l'année de référence 2010. Il s'agit d'un montant qui est collecté par les entreprises - entre 1,3% et 3,5% des bénéfices collectifs, soit une facture de 700 milliards d'euros à 2 milliards par an. Le taux est significativement plus élevé que dans les autres pays. Les entreprises ont le droit de déduire les dépenses de la base imposable et de bénéficier de crédits d'impôt. Les entreprises ont le droit de déduire les dépenses de la base imposable et de bénéficier de crédits d'impôt.



Le but est de faire partir le plus de personnes de l'impôt sur le revenu. En 2013, 17 millions de Français payaient l'impôt sur le revenu. Ils étaient 20 millions en 2012. C'est trop, il faut absolument que ça baisse»

Source: Institut Molinari

«Le but est de faire partir le plus de personnes de l'impôt sur le revenu. En 2013, 17 millions de Français payaient l'impôt sur le revenu. Ils étaient 20 millions en 2012. C'est trop, il faut absolument que ça baisse»

Gilles Carrez: «Des années d'errements en matière de finances publiques»

Gilles Carrez est le président honoraire de la commission des finances de l'Assemblée nationale, spécialiste de la fiscalité.

«Des années d'errements en matière de finances publiques»



Gilles Carrez, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Il faut adopter une stratégie fiscale où l'on anticiperait tout ce qui serait prévu sur l'équivalent»

«Il faut adopter une stratégie fiscale où l'on anticiperait tout ce qui serait prévu sur l'équivalent»

TAUX DE PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

PRÉLÈVEMENTS SUR LES MÉNAGES ET LES ENTREPRENEURS



«Il faut adopter une stratégie fiscale où l'on anticiperait tout ce qui serait prévu sur l'équivalent»

«Il faut adopter une stratégie fiscale où l'on anticiperait tout ce qui serait prévu sur l'équivalent»

«Il faut adopter une stratégie fiscale où l'on anticiperait tout ce qui serait prévu sur l'équivalent»

«Il faut adopter une stratégie fiscale où l'on anticiperait tout ce qui serait prévu sur l'équivalent»



Un mauvais quinquennat pour les ménages

C'est une manière de jouer sur les nets - les de l'État a affirmé que les prélèvements obligatoires ont été le plus haut en 2013 et que, «après, de moins en moins».

«C'est une manière de jouer sur les nets - les de l'État a affirmé que les prélèvements obligatoires ont été le plus haut en 2013 et que, «après, de moins en moins».

«C'est une manière de jouer sur les nets - les de l'État a affirmé que les prélèvements obligatoires ont été le plus haut en 2013 et que, «après, de moins en moins».